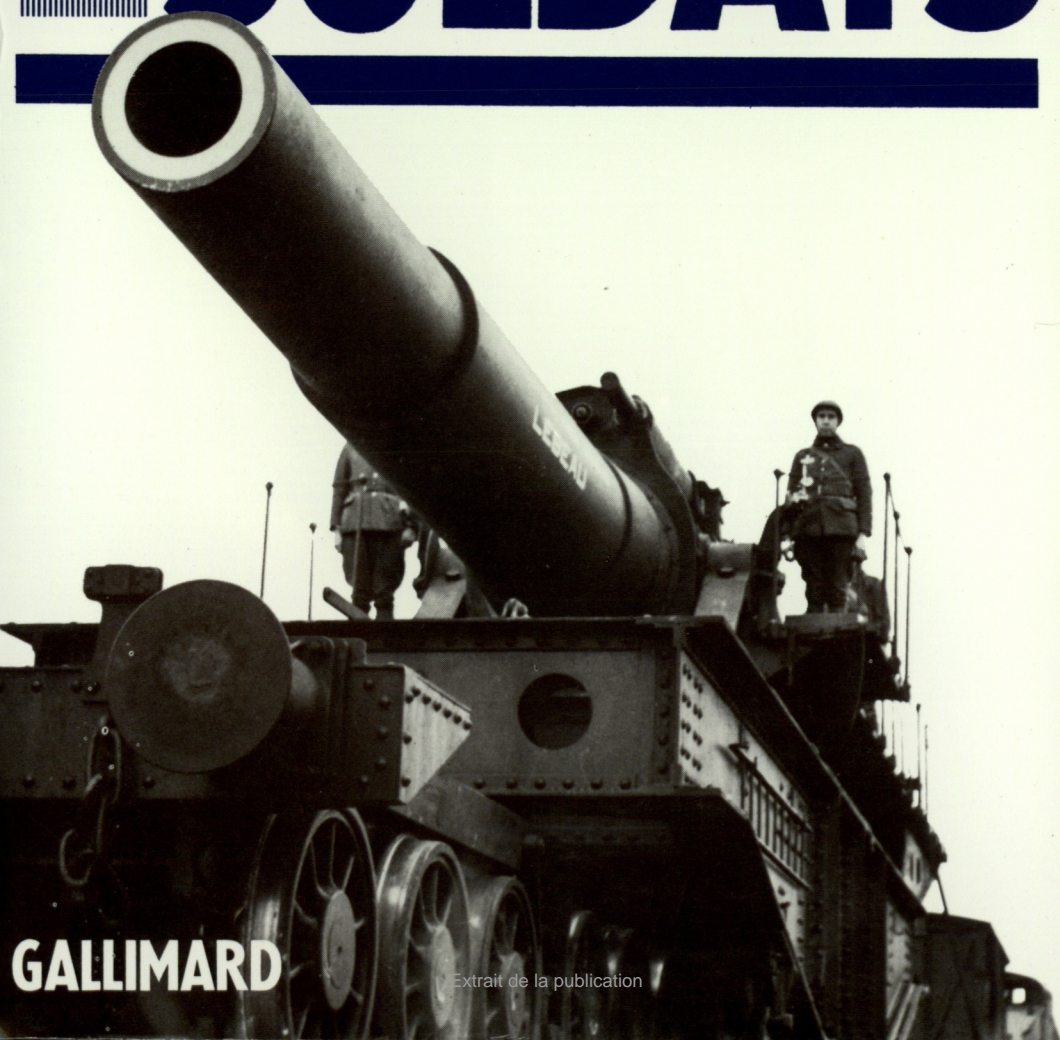


**JEAN-LOUIS CRÉMIEUX-BRILHAC**

**LES FRANÇAIS DE L'AN 40 II**

**OUVRIERS  
et SOLDATS**



**GALLIMARD**

Extrait de la publication









© Gallimard, 1990.

## ABRÉVIATIONS

AN	Archives nationales (de France)
AD	Archives départementales
ARAS	Archives de l'Assemblée nationale
ARSENAT	Archives du Sénat
APP	Archives de la Préfecture de police
ARRENAULT	Archives de la régie Renault
BN/Man.	Bibliothèque nationale, département des manuscrits
BDIC	Bibliothèque de documentation internationale contemporaine
BMO	<i>Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris</i>
CEP	Commission d'enquête parlementaire sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (commission Serre)
CERI	Centre d'étude des relations internationales
CRHMSS	Centre de recherches d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme, université Paris-I
DDF	Documents diplomatiques français
DFA	Direction des fabrications d'armement
FAMB	Fondation de l'automobile Marius Berliet
FNSP	Fondation nationale des sciences politiques
IHTP	Institut d'histoire du temps présent
JOD	<i>Journal officiel. Débats</i>
PRO	Public Record Office, Londres
RHDGM	<i>Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale</i>
SHAA	Service historique de l'armée de l'air
SHAM	Service historique de la marine
SHAT	Service historique de l'armée de terre

I

**SUR LE FRONT  
DES USINES**





## INTRODUCTION

La Seconde Guerre mondiale plus encore que la Première s'est jouée sur deux fronts, le front des armées et le front des usines. Le front des usines produit l'équipement des armées : les chances de victoire dépendent de lui comme d'elles. Les ouvriers sont les servants des soldats. C'est aux uns et aux autres que ce livre est consacré, en parties presque égales.

La bataille de la production a donc été l'une des deux batailles que la France a soutenues contre l'Allemagne nazie. Elle a commencé trois ans avant la guerre, combinée avec une mobilisation industrielle qui fut préparée, elle aussi, bien avant l'ouverture des hostilités (ce qui n'avait pas été le cas en 1914) ; elle a eu ses hauts et ses bas, ses héros et ses traîtres ; elle a culminé au printemps de 1940, dans un grand déploiement de tensions et d'efforts.

Pourtant, elle est restée à peu près ignorée. La France de l'époque n'aimait pas son industrie. Pendant la « drôle de guerre », ni les échecs ni les succès industriels n'ont donné lieu à communiqués ; les luttes politiques franco-françaises, puis les péripéties de la guerre éclair occupaient plus visiblement la scène. Après l'armistice de 1940, le voile ne fut guère levé qu'à l'occasion du procès intenté devant la Cour suprême de Riom contre les principaux responsables présumés de la défaite : Daladier y soutint, dans l'incrédulité générale, que les chars de combat n'avaient pas été moins nombreux du côté allié que chez l'ennemi. On a reconnu depuis la Libération, comme le général de Gaulle l'avait affirmé dès juin 1940, que notre désastre avait eu pour causes essentielles les erreurs tactiques et stratégiques d'un État-Major dépassé ; on en déduisit que la bataille de la production aurait été une affaire subsidiaire. On s'y intéressa peu. L'historiographie communiste avait, de son côté, quelques raisons de vouloir l'ignorer.

Évaluer l'armement français de 1940 n'est pourtant pas un sujet indifférent, ceux qui affrontèrent des Panzer sans disposer d'antichars ou qui appelèrent en vain des avions à cocardes tricolores étaient bien

placés pour le savoir. Le volume des matériels, leur nature, leur adéquation aux conditions de la guerre moderne méritent d'être considérés de près. L'effort de production, brillant dans certains secteurs, affligeant dans d'autres, moins cohérent que Daladier et ses collaborateurs ne l'ont soutenu, moins calamiteux que ne l'ont prétendu leurs détracteurs, a sûrement été insuffisant dans ses résultats, il n'a été ni scandaleux ni déshonorant et ne justifiait pas l'accusation d'impéritie. Il avait été engagé dans un pays en pleine crise politique, économique et sociale : mais le fait que le gouvernement qui décida d'armer ait été le gouvernement du Front populaire et qu'à son appel les deux partis ouvriers, qui refusaient traditionnellement les budgets militaires, aient mis brusquement en avant la défense nationale, pouvait donner à notre effort militaire un avantage psychologique et une puissante impulsion. Cet avantage n'a jamais été apprécié à sa juste importance ; il fut toutefois en partie annulé du fait des luttes politiques et des secousses sociales qui agitèrent le pays, à commencer par le monde industriel, en 1937 et 1938.

La France n'était pas sans atouts dans la course aux armements ; notons toutefois déjà deux de ses handicaps.

Le premier, moins évident alors qu'il ne nous le paraît aujourd'hui, était le *facteur temps*. Le réarmement allemand avait commencé dès 1934. La France s'ébranla en 1936 et démarra en 1937, si l'on ne tient pas compte du malencontreux programme d'armement aérien décidé en 1934-1935 par le général Denain. Elle était loin de partir de zéro, puisqu'elle avait conservé la majeure partie de ses armements terrestres de 1918, dont la quasi-totalité de son artillerie, alors que l'Allemagne avait été désarmée. Le démarrage allemand, précoce et d'abord clandestin, valut à l'adversaire un double avantage : non seulement le III<sup>e</sup> Reich devança, à chaque étape de la production, la France et la Grande-Bretagne par le volume des matériels livrés (ainsi la courbe de production d'avions modernes des deux démocraties alliées ne devait rejoindre celle de l'Allemagne qu'au milieu de 1940 pour la chasse, en 1941 pour les bombardiers<sup>1</sup>), mais l'Allemagne les avait précédées dans la mise en place des *moyens de production* ; or, la création et le rodage des infrastructures et outillages industriels nécessaires exigeaient des délais difficilement compressibles, comme l'expérience de 1914-1919 l'avait démontré.

Un autre handicap, qui aggrava le premier, relevait, pourrait-on dire, du *mental*. Il a été longuement évoqué dans le volume précédent, c'était l'attachement passionné des Français à la paix, leur certitude que les autres peuples étaient à leur image et qu'il leur suffisait de se cramponner assez fortement à l'idée de paix pour en préserver la réalité. En 1938, la masse française et la majorité de ses élus considéraient que

1. Encore leur fallait-il un délai supplémentaire d'au moins six mois pour équilibrer les stocks d'avions accumulés par la Luftwaffe.

Hitler n'avait rien contre la France puisqu'il le disait. Bien peu nombreux étaient ceux qui avaient reconnu la spécificité historique *révolutionnaire* du nazisme et sa fureur de domination ; encore pouvaient-ils croire que celle-ci se tournerait vers l'Est européen, ce qui les rassurait pour la plupart ; de toute façon, les Français pensaient pouvoir dormir tranquilles puisqu'ils avaient la ligne Maginot. Les gouvernants n'en firent pas moins leur devoir. L'effort d'armement, auquel ils se résolurent et qui prit effet avec le budget de 1937, ne fut-il pas trop tardif et son échelonnement trop étalé ? Ce qui compte, à mon sens, davantage, c'est que toute son exécution, en y incluant la vie de ce que j'appelle le front des usines, resta, jusqu'au printemps de 1938 sinon jusqu'à l'offensive allemande de mai 1940, comme tempérée par la conviction que cet effort n'était que de précaution et cet armement qu'un moyen de dissuasion. Pour mener à bien dans les délais requis un si vaste effort, il fallait croire à son utilité et à son urgence. L'État-Major n'aurait pas tant lanterné sur tant de prototypes, le gouvernement n'aurait pas tant tardé à équiper les industries, les industriels à faire connaître leurs besoins et à s'organiser, les ouvriers à sacrifier la semaine de quarante heures, si les uns et les autres avaient cru que la grande explication risquait de commencer en septembre 1939. Même après cette date, on imagine que la concentration des énergies sur les objectifs de production aurait été plus intense si bien des acteurs ne s'étaient laissés prendre au piège de la « drôle de guerre » et n'avaient continué, sans mauvaise conscience, à mettre en avant leurs intérêts et à prendre leur temps, dans ce qu'ils s'obstinaient à tenir pour une parodie de guerre.

Ces considérations sur l'influence du *mental* indiquent assez clairement le sens de cette étude. La bataille de la production sera retracée ici avant tout sous l'angle des mentalités et des comportements. Car les facteurs humains, et d'abord ceux qu'on appelait jadis *moraux*, qui sont des données évidentes du jeu politique et des éléments essentiels du courage au feu, sont aussi un ingrédient de l'efficacité économique. L'analyse parallèle des psychologies et des actes montre à quel point les faits d'opinion, avec les croyances qu'ils mettent en œuvre et leur charge affective, peuvent influencer, en temps de crise, sur le front de la production. On se gardera d'y voir une simple projection des intérêts économiques et de la prise de conscience de ces intérêts, bien que ceux-ci aient pesé lourd. La bataille de la production a été un test de l'aptitude du pays à soutenir un défi *extra-ordinaire* dans l'ordre de l'organisation et de l'expansion industrielles : l'objet premier de ce livre est d'évaluer ce que fut la capacité individuelle et collective de compréhension, d'adaptation et d'efficacité devant un tel défi.

Je ne sous-estime pas pour autant le poids des données de l'économie ni de la démographie. Ces contraintes de base réduisaient dès les années trente la France au niveau d'une puissance moyenne, mais l'opinion publique se refusait à en convenir : bien plus, le pays mit, pendant les années de crise, une espèce de fureur d'irrationalité à ne pas tirer le

meilleur parti de ses ressources limitées. De même que la France de l'entre-deux-guerres n'a pas eu la politique militaire de sa politique étrangère de sécurité collective et de *containment* de l'Allemagne, il faut admettre qu'elle n'a pas non plus eu, jusqu'à l'extrême fin de 1938, la politique économique d'une telle ambition. Ses ressources économiques et démographiques lui fixaient les limites du possible. La Grande Guerre avait déjà révélé qu'elle n'avait plus un potentiel humain suffisant pour venir seule à bout de l'Allemagne impériale. Reste à voir si ses moyens humains quantitatifs et qualitatifs et l'emploi qu'elle en fit lui permettaient, en 1939-1940, non pas seulement de soutenir une bataille militaire d'attente (elle disposait, au moins sur le papier, des effectifs indispensables), mais de mener de front *et* la bataille militaire *et* la bataille de la production jusqu'à ce que l'Angleterre et les États-Unis appliquent à leur tour la conscription et mobilisent eux-mêmes leur industrie.

Pas plus que je ne l'ai fait pour la bataille de l'opinion, je ne me suis enfermé dans le cadre chronologique de la « drôle de guerre » : car les événements sont liés à une trame préexistante et quand ils se produisent, les acteurs réagissent en fonction de tout le vécu de leur bagage mental. Même s'il est clair que les six semaines qui vont de la fin août au début d'octobre 1939 marquent une rupture avec le passé, je n'ai pu éviter les incursions récurrentes dans les années cruciales 1936-1939, incidemment dans l'histoire plus lointaine de l'entre-deux-guerres et dans celle de la Grande Guerre, dont les témoins gardaient la mémoire et tendaient à renouveler les expériences.

Partant des faits, antérieurs ou contemporains, je me suis interrogé sur le rôle des acteurs — hommes politiques, responsables militaires, organes techniques ou administratifs, patrons, ouvriers — et j'ai cherché à définir leurs états d'esprit et leurs comportements, les premiers éclairant les seconds et ceux-ci aidant à déchiffrer ceux-là. Ce qui conduisait à aborder au moins trois questions d'importance, auxquelles ce livre ne prétend pas donner toujours une réponse assurée.

La première a trait à l'*aptitude du régime* à s'adapter au défi. La III<sup>e</sup> République des années 1930 a été condamnée, pour des raisons différentes, par les porte-parole de la réaction vichyssoise et par les chefs de file de la Résistance. Pendant ses dix dernières années, elle avait paru incapable d'agir, capable tout au plus, *in extremis*, de réagir. Une pente naturelle inclinerait à conclure que la faiblesse et l'instabilité gouvernementales, jointes à l'inexpérience économique et industrielle des dirigeants, qui s'étaient montrés, sans distinction de partis, hors d'état de maîtriser la crise et de pallier les abus du libéralisme économique aussi bien que de faire l'apprentissage d'un interventionnisme moderne, auraient été des vices incompatibles avec le succès du réarmement français. Il n'est pas douteux, Alfred Sauvy l'a montré, qu'une action économique plus rationnelle aurait, en accroissant le produit national,

rendu l'effort d'armement plus supportable et plus efficace. Cependant, Daladier, ministre de la Guerre de 1936 à 1940, a bénéficié d'une continuité sans contrôle. Les travaux de Robert Frankenstein sur le financement du réarmement français et ceux d'Emmanuel Chadeau sur l'histoire des industries aéronautiques venant après l'analyse contradictoire faite en 1975 de l'œuvre du gouvernement Daladier en 1938 et 1940<sup>1</sup>, obligent à nuancer le jugement ; ils interdisent de conclure soit à une incapacité du régime à s'amender, soit à un vice du système politique plus préjudiciable en France à l'effort d'armement qu'il ne le fut dans les démocraties britannique et américaine. Non pas que des erreurs graves n'aient été commises. Mais si les mécanismes et les pratiques politiques, ou les habitudes mentales qui en découlaient, ont pu avoir par eux-mêmes des effets inhibiteurs, il faut en chercher les exemples sous des formes plus subtiles qu'on ne l'affirme couramment, dans certains modes de prise de décision, dans l'abus des pressions parlementaires qui a pu aggraver le désordre aéronautique, dans le retard mis à inventer des structures modernes d'action administrative, et plus particulièrement dans la difficulté de mettre en place des procédures ou des organes d'arbitrage visant non pas à conclure des compromis, mais à aller vite. Cette dernière faiblesse fut des plus nocives, du moins avant que Dautry ne prenne l'industrie en main. Gouvernement, administrations et industrie durent changer de rythme dans des secteurs d'activité importants, tant économiques que militaires. Ils ne le firent pas sans peine et bien souvent n'y réussirent pas. On ne perdra pas de vue cependant que les mutations et les réformes entraînées par la surprenante accélération de l'Histoire qu'imposait Hitler durent se faire dans un délai étonnamment court, un an à dix-huit mois. On ne perdra pas de vue non plus, en détaillant les à-coups et les dysfonctionnements, que l'observation minutieuse des événements d'une si courte période induit un effet de grossissement aussi artificiel que peut l'être celui du microscope : le même grossissement, appliqué aux ajustements politico-administratifs et aux faits sociaux de la période 1914-1918, ferait apparaître un désordre souvent pire.

Une deuxième question inévitable est celle de l'*aptitude industrielle du pays* en cette fin des années 1930, qu'on l'envisage sous l'angle du potentiel productif ou en fonction du dynamisme des entrepreneurs. Quelle est la réalité industrielle de la France ? Est-ce une France restée à l'heure de son clocher ou la France d'un Louis Renault, à l'avant-garde de la taylorisation ? La France des entreprises patrimoniales et statiques d'*Oscar Barenton, confiseur*, ou une France entrée de plain-pied dans l'ère de la métallurgie moderne et des grandes concentrations ouvrières ?

1. Analyse faite à l'occasion du colloque organisé en 1975 à l'initiative de la Fondation nationale des sciences politiques et qui a donné lieu à deux publications fondamentales sous la direction de R. RÉMOND et J. BOURDIN : *Édouard Daladier, chef de gouvernement 1938-1939*, et *La France et les Français en 1938-1939*.

Une France malthusienne ou une France prête à prouver sa capacité productive dès que les profits seraient restaurés ?

C'est sans aucun doute une France restée très rurale en même temps qu'une France industrielle à double secteur et où les zones d'excellence, peu nombreuses (automobile, aviation jusqu'à 1930, électricité, travaux publics, aluminium, soie artificielle, quelques îlots d'agro-alimentaire), côtoient un marais de moyennes entreprises préoccupées d'abord de leur conservation. Faut-il appeler malthusianisme la prudence des patrons à investir et leur souci à ce point tenace de limiter leur production à une consommation stagnante qu'ils ne mettront au service de l'armement qu'un appareil industriel insuffisant et en partie vieilli, même dans les secteurs avancés de la métallurgie, des industries mécaniques et de la chimie ? Je me garderai d'entrer dans la querelle du malthusianisme français. L'essor industriel facile et peu méritoire des années vingt me paraît aussi peu révélateur d'un grand dynamisme des entrepreneurs que leur surplace des années trente le serait d'une atonie chronique. J'accorde volontiers aux historiens qu'il n'y a pas de lien évident ni démontrable entre notre malthusianisme démographique et un malthusianisme économique qu'il importerait de définir avec précision ; en sens inverse, comment ne pas admettre qu'une France de soixante millions d'habitants, ou tout au moins une France ayant conservé un solde démographique positif, aurait été obligée par là même de s'astreindre à un tout autre effort d'industrialisation et d'invention productive ? Je m'en tiens ici à une analyse micro-économique ; elle se trouve limitée — faute d'archives assez diverses — à un nombre restreint de branches industrielles, d'entrepreneurs et de firmes : telle quelle, elle devrait, je le souhaite, projeter quelques lumières sur une psychologie patronale, des comportements patronaux, une participation patronale qui furent disparates, moins simples que les idéologues ne le prétendent, différents dans leurs effets sinon dans leurs motivations de ce qu'ils avaient été pendant la guerre précédente, fortement marqués, en tout cas, par les carences de la politique industrielle de l'État, par le souci étroitement terre à terre des intérêts privés et, plus d'une fois, par le non-remplacement des générations.

Une troisième question, grave et complexe, est celle de la *contribution ouvrière* à la bataille de la production. La poser, c'est, par voie de conséquence, s'interroger sur la place des ouvriers dans la société française et sur l'influence qu'y avait prise le communisme : c'est aussi ajouter une dimension internationale aux facteurs nationaux de comportements.

En août 1914, le Parti socialiste unifié, porte-drapeau du pacifisme de Jaurès, avait condamné la politique d'agression de Guillaume II et s'était rallié à l'Union sacrée ; à son appel, le monde ouvrier qui, un an plus tôt, semblait résolu à couper court à toute menace de guerre impérialiste par la grève générale s'était plié à l'effort de guerre. À partir de 1916 toutefois, les socialistes avaient pris leurs distances. Une minorité

pacifiste révolutionnaire s'était affirmée dans les usines<sup>1</sup> et, en 1917 et en 1918, de puissants mouvements de grève avaient mobilisé des dizaines de milliers d'ouvriers contre la guerre dans le bassin de la Loire et les usines du Centre.

En 1939, de larges fractions du monde ouvrier ont incorporé à leur bagage mental le credo de la solidarité internationale des travailleurs et la conviction que la guerre est le fruit détestable des rivalités d'intérêts capitalistes dont les peuples sont les dupes. Mais deux faits nouveaux ont transformé les perspectives : la révolution bolchevique suivie de la montée des fascismes.

L'émergence de l'U.R.S.S., « pays du socialisme » et « patrie des travailleurs », sa volonté d'organiser et de piloter le mouvement ouvrier international jusqu'à la *lutte finale*, puis la diffusion de la ferveur pro-soviétique ont propagé le communisme à la façon d'une « religion temporelle ». La France n'a pas échappé aux remous d'une guerre de religion larvée sous le couvert des luttes sociales ; elle y a échappé d'autant moins que le Parti communiste français, très minoritaire, marginal même dans les années 1920, a réussi, à la faveur de la crise et de la venue au pouvoir du Front populaire, à entraîner dans son sillage la majorité du monde ouvrier.

C'est ainsi dans un triple contexte de tensions sociales, de tension internationale et de crise idéologique que les ouvriers français ont eu à se situer. Jusqu'à l'été 1939, l'objectif de la politique nationale — endiguer le Reich hitlérien — concordait, officiellement du moins, avec l'objectif transnational de résistance au fascisme. Le pacte germano-soviétique du 23 août 1939 a brouillé les cartes ; il a jeté un monde ouvrier déjà perturbé dans un désarroi qui a pris parfois l'allure d'une crise d'appartenance. Les faits sont ensuite bien connus. Le P.C.F. qui, à l'unisson de Moscou, s'était poussé à l'avant-garde du patriotisme jacobin, a tourné casaque ; il a engagé dans les usines la lutte contre la « guerre impérialiste » et pour la paix immédiate ; il a contesté par là même la justification de l'effort d'armement et, du même coup, rendu toute la classe ouvrière suspecte. On a pu soupçonner que, fort du précédent russe de 1917, il comptait voir la guerre s'achever par une révolution qui, partie des usines, installerait *les soviets partout*. La répression a répondu à la contestation ; elle a cherché parfois à la devancer...

Comment se représenter, dans une telle situation, la psychologie des ouvriers ? Quelles ont été leur contribution et leurs résistances dans la bataille de la production ? Comment se sont articulés, répartis, conjugués, ces trois mobiles : le souci de défense nationale d'une collectivité socioprofessionnelle durement mise sous surveillance, son loyalisme

1. Cf. Max GALLO, « Quelques aspects de la mentalité et du comportement ouvriers dans les usines de guerre. 1914-1918 », *Le Mouvement social*, n° 56, juill.-sept. 1966, pp. 3-33.



professionnel, et ce qu'il lui restait de ferveur internationaliste? Jusqu'où est allée l'emprise du P.C.F. dans la propagande et la subversion? Jusqu'où le sentiment d'appartenance du monde ouvrier à la Nation? Questions qui ne pouvaient trouver seulement leurs réponses dans des faits recensés, questions que les principaux responsables politiques et militaires de l'époque se sont posées, les uns avec angoisse, d'autres avec confiance, comme Daladier et Reynaud qui, tout en cautionnant la répression anticommuniste, n'ont, semble-t-il, jamais douté du loyalisme de la grande majorité des ouvriers et n'ont pas été démentis par l'événement. Questions qui restent ouvertes... Il reste là des zones obscures de la conscience française. J'ai essayé, dans la dernière partie de ce livre, de les explorer.

Une observation encore. Parce que la bataille de la production est une forme de la défense nationale, ni les patrons ni les ouvriers n'ont, en temps de guerre, le choix de ne pas y participer : leur engagement peut tout au plus différer par l'intensité de l'effort, le degré d'initiative ou l'inertie, la bonne ou la mauvaise volonté, les formes variées de l'émulation ou de la fuite. La psychologie collective joue un grand rôle dans leurs attitudes, comme le prouve la remarquable concordance des réactions devant certains événements. Le rôle des individus et de la psychologie individuelle n'en apparaît pas moins capital, qu'il se manifeste de façon positive ou négative. Impossible de retracer la bataille de la production sans faire leur place à l'homme qui en fut pendant la « drôle de guerre » l'animateur (et le précurseur du renouveau industriel d'après guerre), Raoul Dautry, ainsi qu'à des chefs d'entreprise et à des techniciens sortant de l'ordinaire. Impossible d'oublier que, dans le camp de la contestation communiste, trois, quatre ou cinq mille militants restés fidèles ont été des meneurs qui avaient pour raison d'être l'action révolutionnaire et qui maintinrent dans les usines l'ancrage de leur parti. Impossible enfin d'oublier que, dans une période où la cohésion du corps social était distendue et où les motifs de faire la guerre n'étaient pas évidents, il dépendait de la conscience professionnelle ou patriotique, de l'énergie, de l'indifférence, des modèles mentaux ou des intérêts de chacun, malgré l'entraînement des contagions et des manipulations, de s'engager carrément, à contrecœur ou passivement, dans ce qui était, qu'ils l'aient compris ou non, l'un des plus grands défis des Temps modernes. J'ai voulu rendre justice au gigantesque effort industriel de guerre, presque entièrement occulté à ce jour, qui fut accompli pendant la « drôle de guerre » par une poignée d'hommes d'exception et par une classe ouvrière soumise à une extraordinaire contrainte.

\*

J'ai bénéficié pour cette étude de deux sources inédites d'une exceptionnelle richesse, les dossiers d'instruction du procès de Riom et

les archives du ministre de l'Armement de 1939-1940, Raoul Dautry.

Le procès intenté en 1942 devant la Cour suprême de Riom contre les principaux responsables présumés de la défaite a été une parodie de justice. Mais pour étayer l'accusation, qui portait principalement sur les « insuffisances dans la préparation de la mobilisation nationale », les magistrats instructeurs avaient accumulé une immense documentation : près de quatre cents témoignages et une quantité énorme de rapports, études, procès-verbaux, instructions, correspondances, pièces administratives. Les témoignages recueillis dans les mois qui ont suivi l'armistice ont la précision des souvenirs récents. Si certains sont animés par le souci de l'autojustification, d'autres par une fureur partisane qui confine au délire, la plupart reflètent la probité intellectuelle du haut personnel de la III<sup>e</sup> République ; ils apportent en tout cas des faits. Les dossiers administratifs collectés abondent en pièces originales. Le zèle inquisitorial des magistrats enquêteurs a été efficace, je leur dois beaucoup, en dépit de leurs préjugés. Quant aux archives de Dautry, elles fournissent un matériau irremplaçable pour l'étude de notre effort industriel de guerre.

À ces deux sources majeures s'en ajoutent deux autres, ouvertes depuis plus longtemps et déjà mieux explorées, qui leur font en quelque sorte pendant :

— le rapport de la Commission parlementaire d'enquête créée après la Libération pour faire la lumière sur « les événements survenus en France de 1933 à 1945 » forme, avec les neuf volumes de témoignages qui le complètent, un contrepoint aux dossiers de Riom ;

— de même, les archives de Daladier, accessibles depuis une quinzaine d'années, ajoutent leur éclairage politique aux archives de Dautry.

J'ai recouru pour le surplus, notamment pour tenter d'éclairer l'état d'esprit et la contribution des ouvriers d'industrie, aux archives de police, aux dossiers d'un grand nombre de préfectures, à des archives d'entreprises, aux souvenirs de témoins et d'acteurs et, bien entendu, à une abondante littérature historique.



# I

## L'industrie, les pouvoirs et la mobilisation industrielle (1936-1939)



**JEAN-LOUIS CRÉMIEUX-BRILHAC**

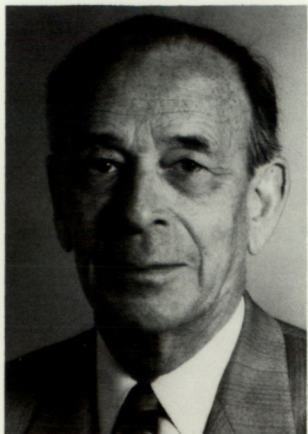


PHOTO ETHEL

# LES FRANÇAIS DE L'AN 40

## OUVRIERS et SOLDATS

1940 reste le grand traumatisme de la France contemporaine et son «refoulé» majeur. Il aura, somme toute, fallu cinquante ans pour que ce drame de la conscience nationale remonte à la surface de l'histoire et que revivent, par la plume d'un témoin et d'un acteur qui s'est fait historien, cet autre chagrin et cette autre pitié. Non pas seulement au niveau des engrenages de chancelleries, des secrets de cabinets ministériels, des combinaisons d'État-Major, mais à travers les passions et les désarrois des Françaises et des Français.


Nul n'était mieux placé que Jean-Louis Crémieux-Brilhac pour écrire cette vaste fresque en un style simple, savant et vivant. Mobilisé à vingt ans comme aspirant d'infanterie, secrétaire à Londres du Comité de propagande de la France libre, il appartient à la génération qui a vécu de plein fouet l'effon-

drement de la France. Collaborateur de Mendès France, longtemps directeur de la Documentation française et conseiller d'État, il n'a jamais cessé de s'interroger sur les raisons de cette «étrange défaite». Sur le tard, il a repris tous les dossiers, plongé dans les archives françaises et étrangères, profité des papiers inédits (Daladier, Flandin, Monzie, Dautry, Déat), traversé les rapports de police, correspondances, écoutes téléphoniques, pour répondre aux questions clés : la France était-elle, moralement et matériellement, prête à la guerre? Où et à quels niveaux se situent les responsabilités de la défaite?

Le premier volume brosse le tableau des mentalités de guerre sur fond des années trente, du Front populaire et de Munich : les divisions de l'opinion devant l'Allemagne nazie, les incertitudes d'une nation anémiée physiquement et moralement et qui, mal remise de la saignée de la Grande Guerre, affaiblie par des années de médiocre politique, écartelée entre la crainte du communisme et la tentation fasciste, rongée de xénophobie et d'antisémitisme, se réfugie dans l'attentisme pour se lancer finalement au combat, à l'avant-garde des démocraties, à travers l'épreuve douteuse de la «drôle de guerre».

Le second volume scrute attentivement les deux fronts dont dépendait le sort du pays : industriel et militaire. Qui incriminer, si, en mai 1940, l'armement était incomplet, l'aviation insuffisante, la mécanisation manquée, la stratégie et la tactique inadaptées, le moral incertain et l'esprit d'offensive mal soutenu? L'auteur met en lumière – autres apports de l'ouvrage – le formidable effort de guerre entrepris à partir de septembre 1939 par le ministre de l'Armement Raoul Dautry; comme il montre, des Ardennes à la mer, le sursaut final des combattants de mai-juin 1940. Mais dans les deux cas, trop tard. L'histoire n'attend pas.



9 782070 718962  90-IV Éditions de la Bibliothèque ISBN 2-07-071896-4